

LE REBOUSSIER

Mensuel informatif syndical hautement intellectuel (sic !), recommandé par les plus grandes marques de décapants

Section SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES GARD – Édition Janvier 2014

GUEULE DE BOIS DE LENDEMAIN DE FÊTE !

«La seule industrie française qui ne connaisse pas le sous-emploi est la méchanceté.» [Albert Camus]

FP
Pompes
Funébres!!



SOMMAIRE :

ACTUALITÉS LOCALES :
COMpte-RENDU CTL
EMPLOIS.
PAGE 2.

REVENdicATIONS :
QUEL AVENIR POUR LA
DGFIP ET LES CONDITIONS
DE TRAVAIL DES AGENTS ?
PAGE 3, 4 & 5.

Le Rébousier
Journal de SOLIDAIRES FINANCES
PUBLIQUES Gard

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

**La force de tous
les agents de la DGFIP**

ÉDITO :

NOS VŒUX POUR 2014.

*Que cette année 2014 soit riche
en petits riens de ce que nous en ferons
de fraternité et de solidarité.*

Meilleurs vœux à tous.

*Que pour cette année encore, bienveillance et
discernement "nous inspirent".*

*Qu'ils nous gardent vigilants, soucieux de mener le combat
pour la justice et l'entraide.*

*Ouvrons grand les yeux pour percevoir les signes,
nombreux, qui nous entourent, ces multiples témoignages
pour améliorer la vie de ceux si souvent délaissés.*

*Tous projets, qui se voient nobles, ont des chances de
dépasser le stade de l'utopie...*

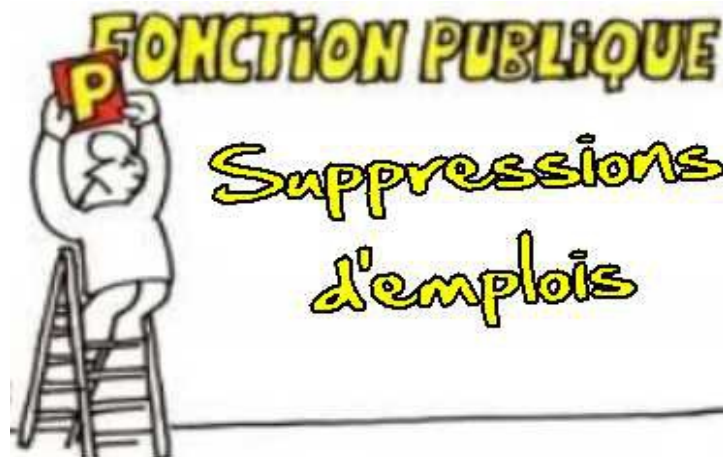
*Nous sommes plus nombreux que nous ne le pensons à
œuvrer pour changer le monde.*

Bonne route 2014 à chacun...

ACTUALITÉS LOCALES : COMPTE - RENDU CTL EMPLOIS.

Le Comité Technique Local Suppressions des emplois au sein de la DDFIP du Gard s'est tenu mardi 14 janvier 2014 en 2ème convocation. Voici le cortège funèbre des emplois rayés des services pour septembre 2014 :

	A+	A	B	C	TOTAL
1 - FILIERE GESTION PUBLIQUE					
Direction		-1	-1	-2	-4
Trésorerie de Nimes Banlieue	-1				-1
Trésorerie de Vézénobres		-1			-1
Sous total Filière Gestion Publique	-1	-2	-1	-2	-6
2 - FILIERE FISCALE					
SIE Nimes Ouest				-1	-1
SIE Bagnols sur Cèze				-1	-1
SIE Nimes Est				-1	-1
SIE Alès				-1	-1
SIP - SIE Uzès (partie SIE)				-1	-1
Direction			-1 (EDRA)	-1	-2
Pôle Contrôle & Expertise Nimes		-1			-1
Sous total Filière Fiscale	0	-1	-1	-6	-8
TOTAL SUPPRESSIONS DDFIP 30	-1	-3	-2	-8	-14



REVENDEICATIONS : QUEL AVENIR POUR LA DGFIP & POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS ?

Voici la déclaration liminaire lue par vos élus lors du CTL Emplois. Celle-ci vise à dénoncer les conséquences de ces saignées d'emplois sur nos missions et sur les conditions dans lesquelles l'agent est conduit à les exercer !

L'affaiblissement de la capacité d'action de la DGFIP se poursuit donc, alors que la charge de travail a littéralement explosé depuis 10 ans : le nombre de contribuables renseignés durant la campagne de déclaration des revenus a ainsi augmenté de 87,5% entre 2002 et 2012, le nombre d'appels téléphoniques a augmenté de 133% dans la même période. Ont également augmenté le nombre de dossiers, le nombre de réclamations, la dépense publique...

Dans le même temps, près de 30 000 emplois auront en revanche été supprimés !

Au sein de la DGFIP, la situation est plus que jamais intenable.

En outre, le budget de la DGFIP a été sensiblement baissé, avec des conséquences concrètes en total décalage avec les besoins : ainsi, alors que la lutte contre la fraude fiscale (60 à 80 milliards d'euros par an) est affichée comme un objectif prioritaire du gouvernement ; au quotidien, il est demandé à de nombreux vérificateurs (ainsi qu'aux géomètres et huissiers...) de limiter leurs déplacements pour réduire les remboursements de frais de fonctionnement. Ces remboursements sont par ailleurs insuffisants : dans les faits, des agents paient pour travailler ! La DGFIP n'a plus les moyens d'assurer ses missions correctement.

Certaines ne sont du reste de facto plus assurées.

Il faut donc repenser l'orientation de la DGFIP, ce qui passe notamment par :

- l'arrêt des suppressions d'emplois, une revalorisation des frais de fonctionnement,
- un plan d'amélioration des conditions de travail,
- un changement dans le mode de management,
- un maillage territorial fin et adapté aux besoins,
- une reconnaissance de la qualification réelle des agents.

Nous exigeons donc, avec urgence, un plan d'amélioration des conditions de vie au travail, également synonyme de plan d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des missions de la DGFIP.

Sans un tel plan, il sera difficile de prétendre vouloir assurer efficacement le service public fiscal financier et foncier, c'est-à-dire : renseigner le public, lutter contre la fraude, gérer correctement les données fiscales et cadastrales, contrôler la dépense publique, assurer le conseil aux collectivités locales, gérer le patrimoine immobilier de l'État, traiter les réclamations.

Dans ce triste contexte, que dire à présent, des belles promesses de Mr BEZARD lors de son arrivée ; telles que: «Donner du sens au travail» et «faire des conditions de travail des agents de la DGFIP un dossier prioritaire».

REVENDEICATIONS : QUEL AVENIR POUR LA DGFIP & POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS ? (SUITE)

A ce sujet, si nous acceptons de siéger aujourd'hui, Madame la Présidente, c'est pour vous alerter sur les répercussions douloureuses pour les agents de ces saignées d'emplois successives. Celles-ci générant des évolutions forcées dans l'organisation du travail sont à l'origine de la montée de la souffrance psychique.

En effet, l'augmentation de la souffrance psychique est directement liée à l'intensification du travail.

Pour un manager (nouveau rôle de nos chefs de service), intensifier le travail suppose de faire la même chose plus vite. Mais en réalité, un tel processus d'intensification entraîne une dégradation du travail en termes de qualité de l'activité, mais aussi de qualité du service rendu.

Confrontés à un manque de temps, les agents resserrent leur activité sur les dimensions centrales et abandonnent un certain nombre de missions, considérées comme secondaires. La souffrance au travail est toujours liée à un conflit entre la volonté de bien faire son travail et une pression qui les pousse à négliger ces règles pour augmenter leur rentabilité.

Du point de vue de votre management, être rentable aujourd'hui consiste à produire un service le plus standardisé possible. A contrario, travailler convenablement consiste

à fournir le service le plus adapté aux particularités de la demande. Les deux sont totalement contradictoires : sur le terrain, les agents sont pris en tenaille entre un discours de rentabilité et une exigence de qualité.

Pour l'agent qui n'a pas le courage de poser sur la table ses difficultés, de peur d'être repris en main par la hiérarchie, celui-ci va dissimuler ses faiblesses, s'isoler, tenter de travailler plus pour tenir le coup et finir par craquer au bout d'un moment.

Quand les personnels ne sont pas mis en position d'échec par le management, quand leur vie professionnelle fonctionne bien, le travail les protège contre leurs problèmes personnels. Ainsi, en cas de souffrance au travail, on peut au moins dire que le travail ne remplit plus sa fonction d'opérateur de santé.

Mal-être, surcharge de travail, conflits, harcèlement... Derrière ces plaintes des agents, on trouve souvent un point commun en discutant avec eux : la difficulté à faire un travail de qualité.

Pourtant, jamais sans doute la hiérarchie avec ses réformes et ses indicateurs n'a autant mis l'accent, du moins dans le discours officiel, sur la qualité.

REVENDEICATIONS : QUEL AVENIR POUR LA DGFIP & POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS ? (SUITE)

Pour le chef de service manager, la qualité doit lui permettre en priorité d'améliorer sa rentabilité. Cela va donc conduire à une standardisation des réponses et à une intensification des tâches: l'agent devra répondre en un minimum de temps pour prendre un plus grand nombre d'appels. Mais surtout, il devra jongler avec cet objectif et les attentes d'un «client devenu roi».

Seul est l'agent ! Car, que ce soit la charge de travail, les objectifs individualisés ou les entretiens annuels, tout concourt à isoler les agents. Et donc à les empêcher de confronter leurs pratiques à celles de leurs collègues.

C'est là que se niche le cœur de la souffrance au travail. Quels que soient son métier, son niveau hiérarchique, chaque agent doit affronter et gérer au quotidien des contradictions dans l'intimité de son activité. Chacun le fait en fonction de ses valeurs, chacun s'expose à être en désaccord avec les autres, mais aussi avec lui-même. On fait tous des choses que l'on réprovoe, on n'agit pas toujours comme l'on voudrait.

Mettre un couvercle sur ces conflits éthiques a un coût psychique élevé, Madame la Présidente.

A l'opposé, résister, c'est prendre le risque d'être incompris des autres, de la hiérarchie, et finalement être rejeté et laminé moralement. Dans les deux cas, cela peut conduire à la perte d'estime de soi, avec des conséquences désastreuses pour la santé mentale.

Dès lors, la prévention de la souffrance psychique dépasse la "simple" prévention de facteurs de risques psychosociaux.

Il y a donc urgence, de supprimer ou de réduire la charge de travail ou les contraintes de temps.

Ainsi, tant du point de vue humain que du point de vue social et des conséquences désastreuses qu'elle génère, les représentants du SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, en leur âme et conscience, ne peuvent que voter contre la saignée des emplois envisagée.

Aussi, en espérant avoir été entendu, les représentants de SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES invitent chaque membre représentant l'administration à peser la conséquence réelle de leur geste en collaborant à cette nouvelle suppression d'emplois ; responsable d'une nouvelle intensification du travail dans les services.

**La force de tous
les agents de la DGFIP**

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Solidaires finances

Union
syndicale
Solidaires

LE CONSTAT EST SANS APPEL !

- ✓ ON NE PEUT DURABLEMENT FAIRE TOUJOURS PLUS AVEC MOINS DE MOYENS !
- ✓ ON NE PEUT DURABLEMENT ACCEPTER LE DECALAGE ENTRE LA RÉALITÉ DE SON MÉTIER ET SON REVENU !

- L'info en continu
- L'écoute au quotidien
- La combativité locale

3 FORCES À VOTRE SERVICE, J'ADHÈRE !

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, ex SNUI SUD TRESOR, a été officiellement proclamée en tant que syndicat national le 9 décembre 2009 lors du congrès extraordinaire de Créteil. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES est aujourd'hui la première force syndicale unifiée de la DGFIP. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES réaffirme son objectif de développer le syndicalisme d'adhérents et de proximité dans un but d'efficacité syndicale garante des grandes solidarités et de la défense des intérêts des agents de la DGFIP. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES appelle les agents de la DGFIP à rejoindre le syndicat national par l'adhésion, par le vote aux élections professionnelles et par l'engagement militant.

SOLDAIRES FINANCES PUBLIQUES, une force pour tous les agents de la DGFIP !

Ouvert à toutes les préoccupations du monde du travail, soucieux d'apporter sa contribution à la lutte contre les exclusions, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES recherchera à nouveau toutes les possibilités de réduction des divisions qui ravagent le syndicalisme français. Dans l'administration des finances publiques et au-delà, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES montre la voie d'un syndicalisme de proximité dans lequel chaque adhérent peut se reconnaître. Enfin SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES en tant que spécialiste a toujours eu une expression sur la fiscalité et entend porter haut et fort les couleurs de la justice fiscale.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES est membre fondateur de l'Union Syndicale - Solidaires et d'ATTAC. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES fait partie de SOLIDAIRES FINANCES, de l'Union Syndicale - SOLIDAIRES et l'Union du Personnel des Finances en Europe (UFE).

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - Section du Gard

15 BD ETIENNE SAINTENAC - AILE OUEST 30024 NIMES CEDEX 9 Tél : 04 66 36 56 43
22 Avenue Carnot 30943 NIMES CEDEX 9 / Tél : 04 66 36 49 13

Secrétaire :

Olivier TOURNIER - SIE NIMES OUEST (06 19 20 22 99).

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - BULLETIN D'ADHÉSION

Nom (marital) : Prénom :
Nom (patronymique) :
Date de naissance : / / Grade : Echelon : Indice :
Temps partiel : %
Filière Fiscale : Filière gestion publique :
Identifiant ministériel N° à 10 chiffres (voir ANAIS) :
Adresse administrative - service - structure - téléphone :
Mail professionnel : @dgfip.finances.gouv.fr

Coupon à renvoyer au Trésorier (qui calculera le montant de ta cotisation) à l'adresse suivante : Hôtel des Finances de Nîmes - SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - Francis Bourrier - 15 Boulevard Etienne Saintenac - Aile Ouest - 30024 Nîmes Cedex 9